

Rapport Synthèse du Chantier "Femmes Et Économie"

PAR JOSÉE BELLEAU ET CÉCILE SABOURIN

This is the synthesis of a report on a forum on Women and Economics, held in Paris, on October 2000 and another one in Cuba a year later. This forum gathered 50 women from around the world who also participated through an electronic conference. (women@socioeco.org). The authors give us a list of six propositions issued from these talks that will help women face globalization and take measures to ensure solidarity and equity among themselves in their country.

Ce cahier de propositions est la synthèse des travaux du Chantier "femmes et économie" auquel ont participé plus de 50 personnes à travers les échanges sur un forum électronique (women@socioeco.org) et deux rencontres, l'une à Paris les 9-10-11 octobre 2000 et l'autre à La Havane les 9-10-11 avril 2001. Il a été rédigé par Cécile Sabourin, avec la collaboration de Josée Belleau.

1. Constats et diagnostics

Les femmes vivent, travaillent et produisent dans des conditions et des contextes fort variés. Cependant, il semble y avoir unanimité entre elles sur la reconnaissance de problèmes fondamentaux et sur la nécessité de transformer les pratiques et les théories économiques. L'égalité entre les femmes et les hommes ainsi que l'inclusion de la valeur "solidarité" dans les rapports et les structures économiques sont des objectifs qui font consensus. L'autonomie économique, la capacité d'expression et la liberté sont également au cœur des aspirations personnelles et collectives exprimées par les femmes.

Le terme "égalité" recouvre des réalités diverses selon les contextes, toutefois les femmes qui revendiquent l'égalité de droits et la possibilité réelle d'exercer ces droits s'appuient sur une vision d'elles-mêmes comme sujets de leur propre vie et comme "actrices" sociales, politiques et économiques au sein des sociétés où elles vivent. Elles revendiquent alors d'être considérées comme des personnes et des citoyennes à part entière. La valeur "solidarité" n'est pas une panacée, les femmes connaissant de longue date la puissance et les limites de l'expression de la solidarité dans les rapports humains. Elles y trouvent cependant une valeur fondamentale pour renouveler les rapports économiques entre les humains.

La position spécifique des femmes dans la société

Une grande majorité de femmes sur cette planète sont

responsables de la reproduction humaine, du maintien de la vie et des soins aux personnes. Les initiatives et les efforts d'insertion des femmes dans l'économie, "dominante" ou non, sont en grande partie influencés par l'urgence de protéger la vie et celle d'assurer l'accès aux biens et services essentiels pour elles-mêmes et pour leur famille. Les femmes sont également motivées par l'urgence de combler le fossé grandissant entre d'une part leurs besoins fondamentaux et aspirations et d'autre part leurs conditions de vie. Les femmes, et dans de nombreux pays les filles, poursuivent leurs aspirations dans une vie quotidienne asservie à des activités "contraintes." Chaque jour, les longues heures qu'elles consacrent au travail (rémunéré, non-rémunéré, domestique, communautaire, temps de formation, etc.) ne suffisent pas pour tout accomplir. Si certaines d'entre elles améliorent parfois leurs conditions, plusieurs ne réussissent pas à sortir de leur état de pauvreté et même d'indigence (matérielle, sociale, culturelle).

La sur-représentation des femmes parmi les plus démunis, les pauvres et les "sans-voix politique" persiste partout dans le monde. En dépit des années d'efforts organisés, notamment l'année internationale des femmes en 1975, la conférence de Beijing en 1995 et les suivis en 2000 (Beijing + 5), la Marche mondiale des femmes en l'an 2000, les écarts continuent à se creuser entre les femmes et les hommes, tout comme entre les femmes elles-mêmes et entre les hommes eux-mêmes. Le Rapport mondial sur le développement humain (1997) reconnaissait d'emblée cette sur-représentation des femmes parmi les pauvres, laquelle s'accompagne d'absence de pouvoir, de contraintes relatives au travail productif, aux soins des enfants, aux responsabilités domestiques et communautaires. De plus, sur la base des indicateurs choisis et disponibles pour construire le GDI (Gender-Related Development Index),¹ Corrélation entre la situation économique des femmes et celle des pays (HDI-Human Development Index) était clairement établie dans le Rapport mondial sur le développement humain (2001).

Une grande majorité de femmes sur cette planète sont responsables de la reproduction humaine, du maintien de la vie et des soins aux personnes.

Aussi, partout où la vie quotidienne prend la forme de "survie," on trouve des femmes qui s'engagent dans des initiatives visant à "changer leur monde."

Aussi, partout où la vie quotidienne prend la forme de "survie," on trouve des femmes qui s'engagent dans des initiatives visant à "changer leur monde." Elles expérimentent des manières nouvelles de produire, de consommer et d'échanger ou mettent de l'avant des initiatives issues de leurs préoccupations et de leurs valeurs. De même, là où il est question d'améliorer la qualité de vie au quotidien, il y a souvent des femmes qui proposent des initiatives et des stratégies innovatrices. Nulle part, elles ne

sont absentes des lieux où s'organise la vie en société, mais elles sont souvent exclues des lieux où les décisions politiques et économiques se prennent.

Partout les femmes se confrontent à l'économie "dominante" où produire, consommer et échanger sont soumis aux impératifs de rentabilité "financière" et de globalisation "corporative." Tout en étant essentielle aux activités de l'économie "dominante," seule une proportion limitée des activités économiques des femmes est prise en considération, alors qu'une grande partie est, soit occultée (invisible et non-rémunérée), soit

sous-valorisée (dévaluée et sous-payée). En outre, le contrôle exercé par des hommes sur les ressources et les moyens de production et d'échange constitue souvent un obstacle à la réalisation des activités économiques des femmes, même hors du circuit de l'économie "dominante."

Enfin, le partage inégal des tâches domestiques entre les hommes et les femmes, ainsi que les rapports de domination exercés par les hommes dans le couple et la famille tout autant que dans la sphère du politique et de l'économie, contribuent à "cristalliser" les situations inacceptables de pauvreté et d'exclusion, rendant encore plus complexe la recherche de voies de transformation des rapports économiques.

Les conditions pour ouvrir la voie à des transformations fondamentales sont variables selon les contextes mais sont nécessaires pour voir émerger et s'affirmer des transformations réelles et durables sur le terrain. Dans certains pays, les femmes exigent d'abord leur reconnaissance juridique comme personnes humaines ayant des droits. Là où des législations existent, elles revendiquent le respect des droits et l'accès aux moyens d'assurer leur mise en application concrète, par exemple l'accès à la terre, au crédit, à la formation.

Le rapport des femmes à l'économie s'inscrit dans une vision globale de la société et une conception holistique des personnes. En prenant part aux processus de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire et plus particulièrement celui du Pôle socio-économie solidaire

(PSES) de l'Alliance, les participantEs considèrent que la thématique du Chantier "femmes et économie" constitue une question transversale.

2. Visions et nouveau paradigme

Les échanges dans le cadre des travaux du Chantier "femmes et économie" (forum et séminaires) ont montré la capacité des participantEs d'identifier et d'exprimer les fondements de leurs actions et initiatives, les défis que pose leur propre quotidien et les particularités de leur position au sein de leur propre communauté et dans leur pays. Partout, les femmes sont confrontées au même discours prédominant-sur l'inévitable globalisation et l'incontournable compétition entraînant l'exploitation croissante des moins bien nantis et particulièrement des femmes. En contrepartie, un discours unanime des participantEs et de l'immense majorité des femmes s'élève et met de l'avant l'autonomie, la créativité, la responsabilité collective et la satisfaction des besoins humains essentiels et fondamentaux.

Un consensus se dégage sur certains principes fondateurs pour la construction d'un nouveau paradigme économique. Ceux-ci s'inscrivent dans une vision du développement individuel et collectif reconnaissant : • l'égalité entre les femmes et les hommes, • les dimensions spirituelle, mentale, physique et sociale de la personne, • un développement harmonieux et équilibré entre le "centre" et la "périphérie"; entre le Nord, le Sud, l'Est et l'Ouest; à l'intérieur d'un territoire ou d'un pays; etc.

Il émerge du Chantier "femmes et économie" huit principes qui constituent, à notre avis, des pistes essentielles à approfondir et à enrichir comme assises d'un nouveau paradigme économique :

- Multifonctionnalité des activités "productives" et du travail des femmes ;
- Décloisonnement (dé-compartmentation) et partage du travail et des responsabilités;
- Reconnaissance de la conciliation des rôles et des activités, et partage équitable du temps et des tâches;
- Reconnaissance des savoirs traditionnels et des savoirs d'expérience acquis à l'extérieur de la sphère économique "dominante";
- Organisation des espaces de production et de vie sur la base du temps et des besoins des personnes et des communautés;
- Hiérarchie des priorités prenant en considération la vie et les personnes humaines;
- Transparence dans les pratiques à tous les niveaux.

Les synergies déjà présentes entre les chantiers

Les Chantiers "travail, emploi, activité" et "monnaie sociale" expriment clairement des visées similaires à celles du Chantier "femmes et économie" concernant la

transformation fondamentale des postulats théoriques et des pratiques de l'économie. :

- le partage du temps de travail (travail rémunéré ou non, sphère publique et sphère domestique),
- la socialisation des gains de productivité générés par les nouvelles technologies,
- la prise en compte d'une rationalité économique fondée sur le travail et la solidarité,
- l'objectif de neutraliser la rareté des moyens d'échanges (argent, monnaies), de dépasser la rareté sous toutes ses formes et de favoriser l'usage de monnaies complémentaires.

D'un point de vue plus politique et concernant le rôle de l'État, le Chantier "politiques économiques" exprime la nécessité de renverser la tendance à la destruction de la citoyenneté active, tendance prédominante au sein des États néolibéraux et néoconservateurs. Cette proposition rejoint les préoccupations des mouvements de femmes à travers le monde qui dénoncent la reconnaissance des femmes par l'État en tant que "clientèles," ce qui accentue l'instrumentalisation des groupes et des initiatives de femmes, plutôt que l'égalité et l'autonomie de toutes les citoyennes. Les participantEs admettent que les femmes ont un rapport conflictuel avec l'État. Celui-ci est en partie relié à l'absence de reconnaissance des femmes comme citoyennes à part entière en même temps qu'elles ne perçoivent souvent d'autres choix que de collaborer au sein de programmes financés par l'État. Elles disent y avoir gagné une confiance en soi et un leadership qui a maintenant besoin de véritables lieux d'expression.

3. Initiatives et innovations

Les femmes réfléchissent et agissent souvent à partir de situations marquées par l'inégalité ou l'exclusion. Cette position "spécifique" ainsi que les contextes pluriels dans lesquels elles vivent et travaillent déterminent l'expression des priorités, des initiatives dont il est question dans cette partie du rapport, essentiellement basée sur les contributions des femmes lors des séminaires et au cours du forum électronique du Chantier "femmes et économie." Il va de soi que le sens donné au terme innovation varie selon les participantEs. Les femmes ont ainsi exprimé leurs réalités ainsi que les aspects innovateurs de leurs initiatives telles qu'elles les conçoivent ou perçoivent. À cette étape-ci, nous n'avons pas tenté de les (re)définir ou de les uniformiser.

Les buts visés

Les initiatives des femmes répondent à des besoins contextualisés, c'est-à-dire que l'environnement physique, politique, économique et culturel est déterminant des besoins et des initiatives elles-mêmes. Aussi, ce que l'on considère essentiel dans un "environnement pauvre"

peut être un acquis ailleurs où d'autres besoins demeurent cependant insatisfaits et sont objets d'initiatives. En particulier les pays ou territoires en crise (suite à une catastrophe naturelle ou un conflit armé) ou en processus de reconversion (à l'économie de marché, par exemple) présentent des particularités qu'on ne doit pas sous-estimer.

Outre le fait qu'il manifeste le dynamisme des femmes, le foisonnement des initiatives dans certains secteurs et milieux est révélateur de la catastrophe qu'impose l'économie "dominante" au développement humain. Les initiatives rendent ainsi visibles des aspects de l'économie qui jusque là n'étaient pas, et parfois ne sont toujours pas, reconnus et comptabilisés.

Les initiatives, réponses à des besoins variés

La gamme des besoins auxquels les femmes veulent répondre est large. Certains pourront être qualifiés "de base" sans aucune réserve. D'autres apparaîtront moins fondamentaux tout en étant issus d'aspirations individuelles et collectives de femmes ne trouvant pas les biens et services recherchés dans les circuits de production commerciale ou publique. Les activités reliées à la vie quotidienne, à la santé, à l'éducation et à la culture sont les plus souvent mentionnées par les femmes. Mentionnons, avec leurs mots,² les domaines dans lesquels les femmes ont mené des expériences et initiatives porteuses de valeurs de transformation :

- l'alimentation/nutrition : groupements d'achats, épiceries sociales, restaurants, restaurants du cour, services traiteur, cuisines collectives, banques céréalières, activités d'auto-suffisance et de résistance, etc.
- la couture et l'entretien du linge : laverie, retouche, pressing, repassage, magasin de mode,
- les services de médiation, les besoins relationnels,
- la santé : services de première nécessité, services "alternatifs," médecine par les plantes, etc.
- les activités choisies parce que génératrices de revenus, activités permettant l'accès aux marchés, les mécanismes d'échanges et de troc, les regroupements de productrices,
- l'éducation : projets d'alphabétisation, de transferts de connaissances, de savoirs, de savoir-faire, activités d'apprentissage concernant les rapports de genres, les formes de discrimination et d'exclusion, etc.
- la culture et la communication : média, espaces d'expression politique et culturelle, etc.

**Cette position
"spécifique"
ainsi que les
contextes pluriels
dans lesquels
elles vivent et
travaillent
déterminent
l'expression des
priorités.**

Des conditions pour l'émergence des initiatives

Les conditions d'émergence et de développement des initiatives sont aussi fortement influencées par le contexte: obstacles et moyens de les surmonter.

Déjà au stade du projet, des obstacles se dressent sur le chemin des initiatives susceptibles de mettre en cause des habitudes, des règles tacites ou formelles. Accéder à des activités non traditionnelles pour les femmes, avoir le droit de décider pour elles-mêmes, avoir accès à la terre, au matériel de base, à des espaces de production adaptés constituent souvent le premier obstacle à abattre pour les femmes. L'accès aux ressources inclut les aspects monétaires, techniques, les connaissances sans lesquelles toute initiative hors de la vie domestique est impossible. Là où les femmes n'ont pas accès à la propriété et au crédit, le défi est considérable.

Puis la bureaucratie se dresse sous forme de multiples contraintes : permis, financement, accès aux ressources, systèmes de contractualisation, systèmes et programmes de subventions, etc. Partout l'on ressent l'inadéquation entre les projets et les procédures mises en place tant par les entreprises privées que par les organisations publiques, para-publiques et parfois les organisations non-gouvernementales. Les budgets prennent rarement en considération le temps et le rythme de maturation qui sont propres à chacune des initiatives. On standardise les normes en retenant des paramètres de rentabilité financière sans prendre en considération les aspects spécifiques des initiatives des femmes et les nécessités d'apprentissages. Les participantEs du Chantier "femmes et économie" perçoivent clairement les visées utilitaristes à l'endroit des femmes : instruments à des fins politiques par les États, instruments à des fins purement économiques et financières par de nombreuses entreprises, en particulier les transnationales.

Devant les défis substantiels qui déterminent leur quotidien, défis parfois perçus comme insurmontables dans l'état actuel des rapports politiques et des valeurs "dominantes," les participantEs ont exprimé la nécessité de persister dans leurs efforts. Elles exigent cependant des actions de soutien direct et des actions de valorisation pour rendre leurs initiatives possibles, viables et prendre leur place dans des univers hostiles ou peu accueillants :

- Le soutien financier et technique, formation et accompagnement,
- Les stratégies compensatoires pour agir sur les discriminations et les droits,
- La recherche : analyse participative de cas et réflexions de suivi, valorisation des sources pertinentes de la littérature grise scientifique,
- Les communications entre les expériences : dynamiques d'échanges axées sur les relations mutuelles, dissémination des résultats.

Les actions de valorisation faisant connaître des succès

obtenus par des femmes et la contribution de personnes-ressources lors de célébrations, fêtes, remises de prix ou de diplômes par exemple, nourrissent la confiance, la persistance et favorisent l'empowerment des femmes. Elles façonnent l'opinion publique et favorisent la crédibilité et la reconnaissance des femmes. Elles modifient l'imaginaire et contribuent à abattre les mythes et les stéréotypes. Leurs formes peuvent être diverses selon les contextes mais elles incluent toujours le recours à la diffusion, à l'expression publique, aux média.

Innovations au cœur de ces initiatives

- Initiatives donnant accès au crédit : épargne et mise en commun de ressources, tontines, garanties/cautions solidaires, caisses de solidarité, etc.
- initiatives offrant des services et biens différents, élargissant les choix pour les femmes : médecines traditionnelles, médecines douces, etc.
- initiatives de regroupements et d'expression publique: lieux physiques ayant pignon sur rue, art et autres formes d'expression, exercice de la citoyenneté active et directe, etc.
- initiatives non-traditionnelles pour les femmes, activités considérées comme masculines dans un contexte,
- initiatives génératrices de revenus,
- initiatives qui assurent la subsistance : alimentation, logement, etc.
- initiatives qui répondent à des besoins relationnels: lieux de rencontre, d'accueil, etc.
- initiatives de diffusion et de transfert d'information: journaux, bulletins, sites Internet, etc.
- initiatives qui contribuent à la qualité et à la densité du tissu social. Certaines personnes parlent de "capital social," qui est d'ailleurs épuisable.

Plusieurs analyses et écrits récents reconnaissent que, partout dans le monde, le meilleur potentiel de transformation émerge des femmes. Voyons comment cet énoncé pourrait se concrétiser en mettant de l'avant des propositions pour transformer nos rapports économiques.

4. Propositions

Immense travail créatif étant donné que de nombreuses femmes sont encore à l'heure des diagnostics, les propositions du Chantier "femmes et économie" visent³ enjeux :

- construire un nouveau paradigme économique prenant appui sur l'analyse et les pratiques solidaires des femmes,
- développer des outils méthodologiques pour la reconnaissance de ces pratiques,
- rendre visibles les pratiques des femmes et développer des pratiques solidaires sur le terrain.

Proposition 1 : Déconstruire des mythes (préjugés tenaces colportant les idées d'infériorité et d'improductivité des femmes)

Ce n'est pas un hasard s'il persiste des mythes que nous voulons voir s'effondrer. Des idées reçues répétées soit directement ou sous forme d'humour malsain contribuent à ancrer des images et stéréotypes sur les genres, à les faire s'incruster dans l'imaginaire, leur donnant un statut d'évidence. Les mythes entretiennent des images négatives des femmes ainsi que des obstacles à leur participation, à leur crédibilité et à leur légitimité au sein de nombreuses sinon de toutes les sociétés. Nous proposons de déconstruire ces mythes, premier pas vers leur disparition.

- les femmes ne “travaillaient pas” avant leur entrée sur “le marché du travail” tel qu'on le connaît maintenant; autrement dit le travail des femmes dans la sphère domestique ou familiale n'a aucune importance ou incidence dans l'économie,
- lorsque les femmes occupent un emploi, elles s'absentent tout le temps, elles ne s'investissent pas à fond, etc.; autrement dit, les responsabilités familiales et domestiques assumés par les femmes n'ont aucune importance ou valeur pour le bon fonctionnement des entreprises ou de l'économie,
- “les problèmes vécus par les femmes ne sont que des problèmes de femmes”; autrement dit, les problèmes de la moitié de la population n'ont aucun intérêt pour les hommes, la société ou l'économie dans son ensemble,
- les sources principales du progrès humain et du développement sont : compétition, uniformisation, consumérisme, performance, croissance et progrès, etc.; autrement dit les “lois” du marché capitaliste sont “la voie, la vérité et la vie,”
- les concepts économiques sont “scientifiquement neutres”; autrement dit, on peut traiter de la même manière tous les types de production (lait, maisons, armes, produits chimiques pour la consommation ou pour la guerre bactériologique, etc.) et tous les types de services (garde d'enfants, assurances, prostitution, etc.) sans aucun égard aux différentes finalités recherchées ou aux impacts négatifs aux plans humain, social, environnemental, etc

Proposition 2 : Reconceptualiser les concepts économiques de base

La vision critique développée par les femmes à partir de leur position spécifique dans l'économie telle que nous l'avons présentée dans la première partie du texte, en particulier l'invisibilité du travail de “caring” (3) nécessite cependant d'être mieux documentée, conceptualisée et diffusée

Des pistes prioritaires ont été identifiées lors de la

rencontre de Findhorn. Elles s'inspirent de propositions formulées par plusieurs chantiers.

- Reconnaître les diverses formes du travail et briser le lien entre richesse et accumulation financière/ matérielle, briser le lien entre travail et revenus, car cela ne laisse aucun autre choix que d'offrir ses services à des conditions qui se dégradent continuellement avec la globalisation économique et la compétition croissante entre les personnes et les territoires.⁴
- Développer les chaînes de production à partir des besoins et potentiels identifiés d'abord au niveau local. Cela remet en question les choix de consommation, de production et d'échanges qui sont imposés par les grandes corporations transnationales.⁵

Proposition 3 : Concevoir des indicateurs adaptés et diversifiés de la richesse et du travail

- développer des moyens de valoriser équitablement, en utilisant d'autres étalons de mesure que la monnaie,
- doter les femmes de moyens d'influencer les décisions dans les sphères de l'économie et faire connaître, discuter et accepter un nouveau paradigme économique.

Les discussions du Chantier “femmes et économie” ont souligné l'importance des sphères ou dimensions reflétant la “face cachée” de l'économie, par exemple :

- les diverses formes de l'activité économique : productions, consommations et échanges dans toutes les sphères d'activité : marchande, non-marchande, non-monnaire; publique, communautaire, domestique, privée,
- le développement social et humain : sécurité alimentaire, sécurité physique, logement, santé, alphabétisation et éducation, culture, qualité de vie, etc.,
- l'environnement physique : ressources, dommages à l'environnement, surexploitation, etc.,
- le temps : utilisation libre, utilisation contrainte, conciliation des actes et des rôles, temps pour le ressourcement et le développement personnel, etc.,
- le travail: multifonctionnalité et multidimensionnalité et valeur culturelle du travail, ce qui est particulièrement important pour les femmes,
- la “rentabilité sociale,” “rentabilité culturelle,” “rentabilité environnementale.”

Proposition 4 : Contribuer à mettre en relations et à consolider des réseaux existants qui agissent dans le domaine des rapports “femmes et économie.”

La synergie entre des alliés potentiels et éventuels partenaires

sur la base d'objectifs similaires ou complémentaires est essentielle à une construction collective de rapports économiques dans une perspective de transformation.

Cela suppose :

- d'identifier les réseaux et leurs orientations de travail,
- de proposer des moyens de les mettre en relation et de les soutenir dans la consolidation de leurs rapports,
- d'ouvrir et articuler un débat avec les actrices et acteurs de l'économie solidaire et des autres dimensions de l'activité économique,
- de prendre appui sur les revendications et les analyses formulées par différents mouvements féministes dans le monde. De grands réseaux connus sont identifiés dans la 5e partie du présent texte,
- de porter nos messages dans des univers non familiers avec ces enjeux, parfois hostiles, souvent très masculins; agir au sein de la société en mouvement; s'immiscer dans les comités scientifiques; participer activement et de façon critique aux organisations anti-mondialistes contre la globalisation corporative, etc.

Proposition 5 : Revendiquer l'expression de la créativité et de la diversité des initiatives économiques

L'économie "dominante" et la technocratie étatique sont deux carcans très puissants nuisibles à l'expression de la créativité et à la diversité des pratiques en économie. À titre d'exemples, les femmes de pays du Sud ont exprimé la difficulté d'accès aux moyens matériels, technologiques, financiers et aux connaissances; les femmes d'Europe revendiquent un "droit à l'initiative" pour sortir de l'exclusion/marginalisation et poursuivre simultanément des objectifs multiples sans atteindre la rentabilité financière au sens de l'économie "dominante."

Reconnaissant une grande diversité de contextes et de moyens, cette revendication vise à souligner les actions à entreprendre tant à l'endroit des femmes qu'à tous les niveaux de l'organisation politique pour rendre possibles et viables des initiatives visant la poursuite et l'atteinte des aspirations des femmes. Soutenir les femmes dans l'expression de leur créativité suppose de :

- soutenir les démarches/processus visant au développement de l'identité et des capacités des femmes : sortir de la maison, sortir de la soumission et du silence séculaires dans certains cas, prendre conscience de soi, de ses capacités et connaissances non reconnues, faire de nouveaux apprentissages et se conscientiser à leur rôle dans l'économie, arrimer la poursuite d'aspirations individuelles à des projets collectifs, etc.,
- revendiquer les législations, politiques et mesures

administratives essentielles pour permettre l'accès et un partage équitable aux ressources physiques, technologiques et monétaires ainsi qu'aux connaissances. Pour les femmes en particulier, il est urgent de revoir les législations et mécanismes concernant la propriété et l'appropriation et les modes de transmission des terres, des ressources matérielles et financières et des connaissances,

• susciter l'intérêt pour des modalités d'échanges s'inspirant de pratiques solidaires et des valeurs des femmes, par exemple la monnaie sociale et la finance solidaire. On peut penser aux SEL/LETS (système d'échange local/Local Exchange Trade System), aux formes d'allocations gérées collectivement, au crédit avec garanties solidaires, etc.

Proposition 6 : Développer des pratiques politiques pour soutenir le développement de rapports économiques solidaires

Reconnaissant que les décisions susceptibles de changer les rapports économiques relèvent largement d'un projet politique, il apparaît essentiel de favoriser la participation active des femmes aux processus politiques. Les règles du jeu politique, la centralisation et la hiérarchisation des instances politiques ainsi que l'absence de transparence des processus décisionnels sont au nombre des obstacles pour la participation de nombreuses femmes. De là découle la nécessité de participer à la construction des contrepouvoirs, lesquels ne sont pas non plus à l'abri des rapports inégalitaires entre les femmes et les hommes. Il faudrait

- développer des mécanismes de transfert des pratiques solidaires vers les sphères "dominantes,"
- développer la communication et la sensibilisation auprès de l'opinion publique, diversifier les cibles (autres que militants et spécialistes) et les moyens (par exemple, articles de presse, télévision, etc.),
- encourager la prise de parole par les femmes et les regroupements et groupes de femmes, et offrir un soutien aux activités en conséquence (outils de formation, espaces de débat, ressources d'animation et de communications, etc.)
- mettre en place des lieux d'expressions diverses (parole, art, célébrations, etc.) adaptés aux contextes, lieux physiques dotés de moyens, lieux de rassemblement permettant une expression partagée et publique.
- développer les mécanismes permettant la participation aux paliers décisionnels qui exercent une juridiction sur la place des femmes dans l'économie et l'inclusion des valeurs de solidarité et de justice entre les hommes et les femmes dans les rapports économiques : paliers local, national, mondial.

Le Chantier "politiques économiques" fait des proposi-

tions allant dans le même sens, retenant l'importance de la démocratisation et du renouvellement des modes de participation démocratique.⁶

Terminons en mentionnant que le changement des mentalités constitue une donnée fondamentale pour une transformation durable des rapports économiques incluant la solidarité et la justice entre tous, femmes, hommes et enfants. Relevant des domaines de l'éducation et de la "conscientisation," il nous apparaît important que les énoncés de recommandations soient transmises aux acteurs et actrices dans les domaines des valeurs et cultures, de l'éducation et de la gouvernance et citoyenneté.

5. Stratégies et actrices/acteurs

Les stratégies ainsi que les actrices et acteurs susceptibles de mettre en oeuvre ces propositions sont multiples, comme le sont les échanciers (du court au long terme) et les espaces d'action (du local au mondial). Il va sans dire qu'il est impossible de prévoir dès maintenant toutes les stratégies et actrices/acteurs concernés. Compte tenu aussi de l'ampleur des défis - développer un nouveau paradigme, construire des outils méthodologiques et rendre visibles les contributions des femmes - les collaborations entre de multiples acteurs et actrices sont essentielles.

En plus de miser sur les sympathisantEs à une transformation des valeurs sous-jacentes aux actes économiques, un travail de promotion auprès des acteurs et actrices de la vie économique est nécessaire pour qu'ils et elles deviennent partie prenante du processus de transformation. Un certain nombre d'entreprises, de producteurs et d'investisseurs partagent déjà quelques-unes de nos valeurs et certains de nos buts, à tout le moins en théorie et parfois en pratique. Les identifier et prendre contact avec ceux-ci sont au nombre des suivis prévus aux travaux du Chantier. Cependant, il apparaît primordial de tendre vers une vision partagée.

Les travaux du PSES à Findhorn ont permis de progresser dans la formulation d'une vision partagée de la "socio-économie solidaire" prenant en compte l'apport spécifique et les innovations des femmes. Une première formulation a été proposée et soumise aux participantEs. Nous reprenons ici cet énoncé :

"Étant donné que la richesse est une création sociale, nous affirmons la socio-économie comme un système ouvert, diversifié et dynamique qui permet à toutes les personnes, notamment les femmes, d'occuper leur place dans la société et dans l'univers économique sur la base de l'égalité, de l'autonomie et de la solidarité. L'objectif est de construire des formes associatives et solidaires de propriété, de contrôle et de gestion de l'économie et des ressources naturelles.

Nous affirmons la socio-économie comme un nouveau paradigme de consommation, de production et de relations sociales et humaines dans lequel la valeur de la collaboration solidaire joue un rôle fondamental.

Nous affirmons la socio-économie comme base pour la responsabilisation (empowerment/autonomisation) des femmes, des hommes et des enfants pour qu'ils deviennent sujets de leur propre développement humain et social qui fait partie du développement de la vie sur Terre et de l'Univers."

Nous reconnaissons le besoin de stratégies adaptées aux diverses propositions du Chantier. Toutefois un changement fondamental durable nécessite un processus de confrontation constructive entre les théories et les pratiques.

Aussi l'éducation est essentielle et doit s'adapter aux circonstances et contextes dans lesquels les personnes vivent et travaillent. Il importe de rendre accessibles l'alphabétisation et l'éducation de base, aux femmes en particulier comme assises d'un développement personnel, d'une compréhension et d'une participation démocratique aux décisions qui concernent la vie "socio-économique." Le Pôle "valeurs et cultures," en particulier le Chantier sur l'éducation, et le Pôle "gouvernance et citoyenneté" sont tout particulièrement concernés par la mise en place de stratégies globales concernant l'éducation. Ainsi, nous les enjoignons d'identifier les leviers pour provoquer ou faire émerger des transformations, c'est-à-dire tisser les conditions d'une "société civile" en mouvement vers un changement global.

Les regroupements et groupes de femmes, les regroupements et groupes mixtes sympathisants, les chercheurEs féministes et pro-féministes et les associations féministes de chercheuses et ceux et celles qui travaillent dans ce domaine à titre de personnel professionnel ou technique sont des partenaires à associer à l'ensemble des stratégies du Chantier.

¹Les indicateurs suivants sont pris en considération : espérance de vie à la naissance, taux d'alphabétisation des adultes, ratio d'inscription dans les écoles primaires, secondaires et supérieures, niveaux de revenus estimés.

²Voir les documents préparés par les femmes notamment dans le cadre de leur participation aux séminaires de Paris et de la Havane et au forum, lesquels sont reproduits sur le site <http://women.socioeco.org>.

³Dans un sens large, « caring » signifie prendre soin des personnes et entretenir des liens interpersonnels.

⁴A l'instar des femmes, les participantEs au Chantier « travail, emploi, activité » proposent, entre autres, de reconnaître la valeur des « autres » formes de travail et activités humaines, de rompre le lien entre travail et revenu, de dissocier la citoyenneté et la dignité des personnes du volume de travail socialement nécessaire, de différencier la lutte pour la désaliénation du travail de la lutte pour des mécanismes qui assurent la dignité humaine, de développer un nouveau pacte social pour le transfert des gains de productivité.

⁵A l'instar des femmes, les participantEs au Chantier « monnaie sociale » proposent, entre autres, de dépasser le

paradigme de la rareté, de renouveler les formes de résolution du problème de l'inadéquation entre les désirs individuels insatisfaits par manque de consommation et l'impulsion de construire un modèle social transformateur, de prendre appui sur la monnaie sociale pour encourager la production solidaire/éthique et la consommation solidaire/éthique.

⁶Le Chantier propose, entre autres, de contribuer à la refonte de l'Etat démocratique basée sur des droits humains et sociaux, Etat en tant qu' espace démocratique des conflits, expression de la diversité des acteurs, de réorganiser la politique, chercher des nouvelles formes de faire la

politique, passage de la représentation vers la participation directe, déconcentrer les ressources, décentraliser les pouvoirs, contrôle citoyen de l'appareil étatique, renforcer le rôle des conseils dans les instances, discussion publique sur les budgets, sur les politiques économiques, sur les priorités dans toutes les instances du pouvoir, renforcement du pouvoir législatif en retirant au pouvoir exécutif l'attribution exclusive des décisions économiques, établir des mécanismes de participation démocratique avant la prise de décisions et la signature d'accords multilatéraux ou internationaux, de reconnaître les initiatives d'économie solidaire.

RONNIE R. BROWN

Waking Nightmare: The Death of Young Girl by Lightning

for Anya Brebner

Every parent fears it, dreads
even the smallest taste — those few moments
when a young son slips
from your gaze
in the department store; thoughts
racing, your brain in overdrive,
as you call,
then scream out
his name, the angry-joy
when he emerges, giggling,
from under a rack of winter coats. Or,

your daughter takes the car and
isn't home at the appointed hour, doesn't call,
as she has been told a thousand, no,
a million, times to do if she
is going to be late
and your heart pounds louder
with every tick of the clock until, finally,
you hear a key in the lock
and swear out loud, to anyone
in ear shot that hell
will freeze over
before you will let that girl
get behind the wheel again.

These samples,
teaspoonfuls of terror, doled out
now and then like castor oil
to remind you that
the undreamable may one day be
your reality.

And then one Sunday morning
a friend calls, reads to you
from the morning's headlines
about the death of the teenaged daughter
of someone you both know: reads
how one minute she
was walking barefoot in a field,
the next lying dead, struck down
by a bolt out of the blue.

You hang up
in stunned silence. Spend your day
trying to tell yourself that this
is all a nightmare, someone else's
nightmare, knowing
it will be a long time
before your anxious mind
will allow sweet dreams again.

Ronnie R. Brown lives in Ottawa and is the author of poetry books, and is the winner of the Burrell Award.